



Chapitre O-6

LOI SUR LES OPTICIENS D'ORDONNANCES

SECTION I

DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi et dans les règlements adoptés sous son autorité, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:
- « *Ordre* »: a) « *Ordre* »: l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec constitué par la présente loi;
- « *Bureau* »: b) « *Bureau* »: le Bureau de l'Ordre;
- « *opticien d'ordonnances* »: c) « *opticien d'ordonnances* » ou « *membre de l'Ordre* »: quiconque est inscrit au tableau;
- « *permis* »: d) « *permis* »: un permis délivré conformément au Code des professions et à la présente loi;
- « *tableau* »: e) « *tableau* »: la liste des membres en règle de l'Ordre dressée conformément au Code des professions et à la présente loi;
- « *lentille ophtalmique* ». f) « *lentille ophtalmique* »: toute lentille sphérique, cylindrique ou prismatique aidant la vision.
- 1973, c. 53, a. 1; 1974, c. 65, a. 90.

SECTION II

ORDRE DES OPTICIENS D'ORDONNANCES DU QUÉBEC

- Corporation. Noms. **2.** L'ensemble des personnes habilitées à exercer la profession d'opticien d'ordonnances au Québec constitue une corporation désignée sous le nom de « *Corporation professionnelle des opticiens d'ordonnances du Québec* » ou « *Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec* ».
- 1973, c. 53, a. 2; 1977, c. 5, a. 229.
- Code applicable. **3.** Sous réserve des dispositions de la présente loi, l'Ordre et ses membres sont régis par le Code des professions.
- 1973, c. 53, a. 3.

- Siège social. **4.** Le siège social de l'Ordre est à Montréal ou à tout autre endroit du Québec déterminé par règlement du Bureau.
1973, c. 53, a. 4.
- Signification des procédures. **5.** Toute procédure dirigée contre l'Ordre doit être signifiée à son secrétaire ou à l'un de ses adjoints, au siège social de l'Ordre.
1973, c. 53, a. 5.

SECTION III

BUREAU

- Composition du Bureau. **6.** L'Ordre est administré par un Bureau formé conformément au Code des professions.
1973, c. 53, a. 6.
- Réglementation. **7.** Le Bureau a le pouvoir d'adopter des règlements conformément au Code des professions et ces règlements entrent en vigueur conformément à l'article 95 dudit code.
1973, c. 53, a. 7.

SECTION IV

EXERCICE DE LA PROFESSION

- Actes constituant l'exercice. **8.** Constitue l'exercice de la profession d'opticien d'ordonnances tout acte qui a pour objet de poser, d'ajuster, de remplacer ou de vendre une lentille ophtalmique.
1973, c. 53, a. 8.
- Ordonnance obligatoire. **9.** Un opticien d'ordonnances ne peut poser les actes décrits à l'article 8 que sur ordonnance d'un médecin ou d'un optométriste, ou sur présentation d'une lentille ophtalmique brisée, lorsqu'il s'agit de la remplacer, ou sur présentation d'une lentille ophtalmique dûment obtenue au moyen d'une ordonnance, lorsque le client désire en obtenir un double.
1973, c. 53, a. 9.
- Conditions d'obtention d'un permis. **10.** A droit d'obtenir un permis celui qui en fait la demande et qui:
a) est titulaire d'un diplôme reconnu valide à cette fin par le gouvernement ou jugé équivalent par le Bureau;

b) s'est conformé aux conditions et formalités imposées conformément à la présente loi et aux règlements du Bureau.

1973, c. 53, a. 10.

Inscription au tableau. **11.** A droit d'être inscrit au tableau tout détenteur d'un permis qui a acquitté en totalité les cotisations exigibles par l'Ordre et qui n'est pas sous le coup d'une suspension ou d'une radiation.

1973, c. 53, a. 11.

Nom autre. **12.** Nul ne peut exercer la profession d'opticien d'ordonnances sous un nom autre que le sien.

Raison sociale. Il est toutefois permis à des opticiens d'ordonnances d'exercer leur profession sous une raison sociale dont le nom est celui d'un, de plusieurs ou de tous les associés.

1973, c. 53, a. 12.

Exercice au moyen d'une corporation. **13.** Rien dans la présente loi n'empêche les opticiens d'ordonnances d'exercer leur profession au moyen d'une corporation, pourvu que cette corporation ait à son emploi permanent un opticien d'ordonnances et qu'elle ait existé avant le 14 juin 1940 comme opticien d'ordonnances.

1973, c. 53, a. 13.

Désignation. **14.** Un opticien d'ordonnances ne peut, relativement à l'exercice de sa profession, se désigner autrement que comme opticien d'ordonnances.

Usage de titres interdit. Il n'est pas autorisé à s'intituler spécialiste ni à indiquer une spécialité ou une formation particulière. Il ne peut non plus prendre le titre de docteur ou utiliser une abréviation de ce titre, sauf s'il est médecin ou dentiste; toutefois, s'il détient un doctorat dans une discipline particulière, il peut faire suivre son nom du titre de docteur, en mentionnant cette discipline.

1973, c. 53, a. 14.

SECTION V

EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION

Actes réservés aux opticiens. **15.** Sous réserve des droits et privilèges expressément accordés par la loi à d'autres professionnels, nul ne peut poser l'un des actes décrits à l'article 8, s'il n'est pas opticien d'ordonnances.

Exceptions. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux actes posés:

a) par un détaillant qui, avant le 1^{er} décembre 1971, exploitait un rayon d'optique dont l'administration était confiée à un optométriste, tant que ce détaillant continue l'exploitation de ce rayon d'optique en en confiant l'administration soit à un optométriste soit à un opticien d'ordonnances agissant sur ordonnances d'un médecin ou d'un optométriste;

b) par une personne physique qui, avant le 1^{er} décembre 1971, posait ces actes dans une municipalité où il n'y avait pas d'optométriste ou d'opticien d'ordonnances ni dans un rayon de vingt-cinq milles de ses limites, tant qu'il n'y aura pas d'optométriste ou d'opticien d'ordonnances dans cette municipalité ni dans un rayon de vingt-cinq milles de ses limites;

c) par une personne physique qui, avant le 1^{er} avril 1961, s'occupait de l'ajustement des verres de contact et qui effectue l'ajustement de tels verres sous la surveillance d'un médecin ou d'un optométriste;

d) par un étudiant qui effectue un stage de formation professionnelle en vue d'obtenir un permis conformément à la présente loi et aux règlements du Bureau.

1973, c. 53, a. 15.

Infractions et peines. **16.** Quiconque contrevient à l'article 15 est passible, pour chaque infraction, des peines prévues à l'article 188 du Code des professions.

1973, c. 53, a. 16.

Commerce en gros de lunettes permis. **17.** Rien dans la présente loi ni dans les règlements que peut adopter le Bureau ne saurait prohiber le commerce en gros des lunettes ou autres lentilles ophtalmiques, non plus que le commerce libre des yeux artificiels, des lunettes d'approche, des lunettes de protection pour fins industrielles, des lunettes colorées sans lentille ophtalmique, ni des loupes ne servant pas à soulager ou corriger les défauts de la vision.

1973, c. 53, a. 17.

Prix des lunettes. **18.** Rien dans la présente loi n'autorise l'Ordre à réglementer ou contrôler les prix des lunettes ou autres lentilles ophtalmiques, non plus que les conditions de paiement.

1973, c. 53, a. 18.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 53 des lois annuelles de 1973, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 19 à 26 et 28, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre O-6 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC,
1973**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 53

Chapitre O-6

LOI DES OPTICIENS
D'ORDONNANCES

LOI SUR LES OPTI-
CIENS D'ORDONNAN-
CES

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 18	1 - 18	
19 - 28		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

